

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 3736/2018

JUGEMENT CONTRADICTOIRE

Du 23/01/2019

Affaire

Monsieur ALLAI KOUAKOU
DONATIEN

C/

LA SOCIETE AFRICK CONTRACTOR
GROUP

DECISION
CONTRADICTOIRE

Déclare irrecevable l'action de monsieur
ALLAI Kouakou Donatien pour défaut de
tentative de règlement amiable préalable ;

Le condamne aux dépens

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 23 JANVIER
2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du 23 janvier 2018 tenue au siège dudit Tribunal, à
laquelle siégeaient :

**Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse
DJINPHIE,**

Président;

**Mesdames ABOUT OLGA N'GUESSAN, KOUADIO
épouse TRAORE, Messieurs N'GUESSAN K. EUGENE,
DOUKA CHRISTOPHE,** Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **KOUAME BI GOULIZAN
VIVIEN,** Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

Monsieur ALLAI KOUAKOU DONATIEN, né le 1^{er} mars
1979 à Koumassi, de nationalité ivoirienne, Technicien en
logistique, domicilié à Yopougon Niangon Cité EECI Abidjan,
téléphone : 0804-31-21 ;

Demandeur;

D'une

part ;

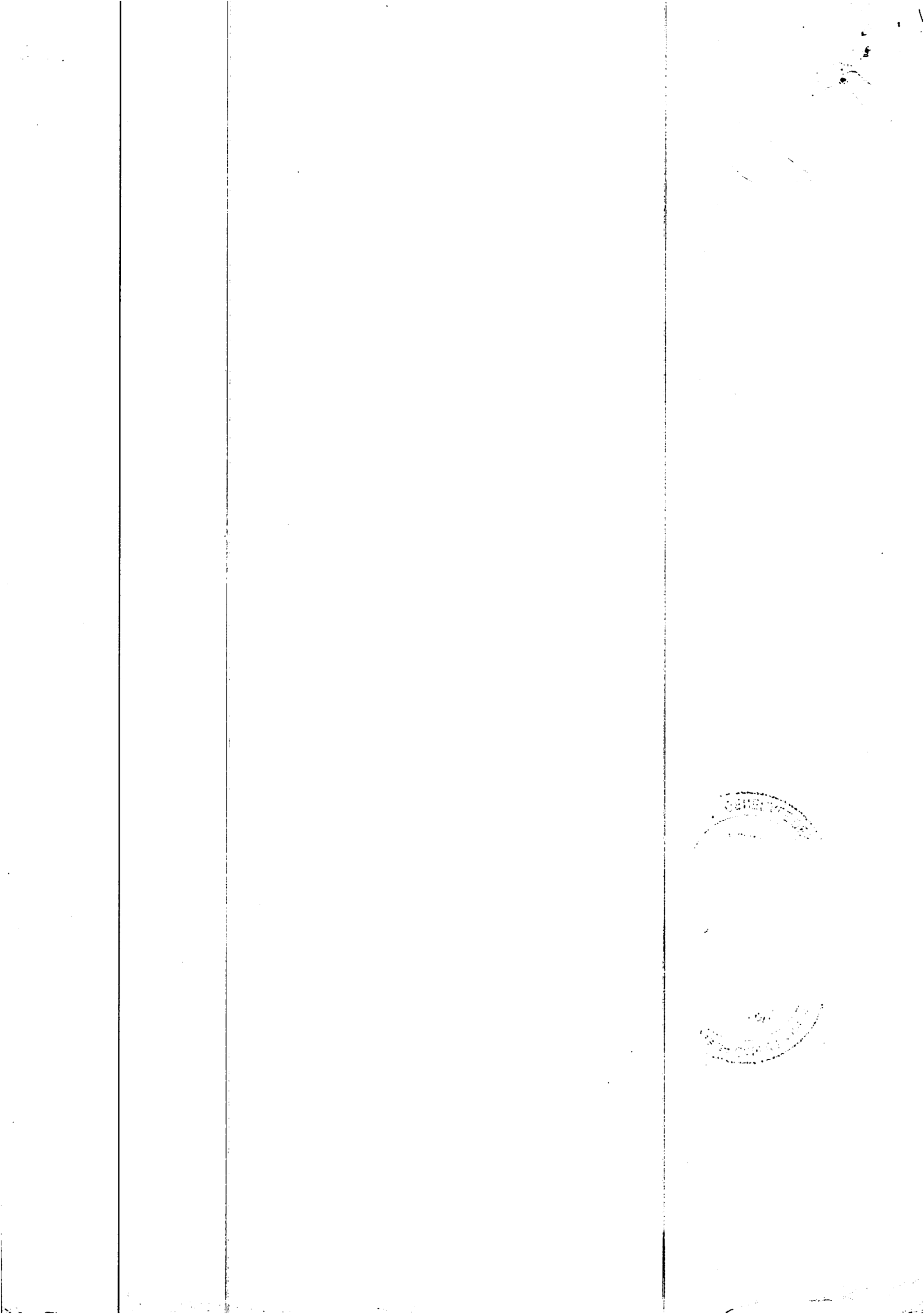
Et ;

LA SOCIETE AFRICK CONTRACTOR GROUP, Société
Anonyme avec Administrateur Général, au capital de
15.000.000 F CFA, dont le siège social est situé à Abidjan
Cocody, Angré 8^e Tranche, non loin de l'Eglise Méthodiste, 30
BP 624 Abidjan 30, téléphone : 22-50-73-61, prise ne la
personne de son représentant légal ;

Défenderesse ;

D'autre part ;





Enrôlée pour l'audience du lundi 12 novembre 2018, l'affaire a été appelée et renvoyée au 14 novembre 2018 devant la 3^e chambre pour attribution ;

A cette date, la cause a été renvoyée au 21 novembre 2018 pour la défenderesse;

A cette audience de renvoi, une mise en état a été ordonnée et confiée au juge ZUNON ;

Celle-ci a fait l'objet d'une ordonnance de clôture et la cause a été renvoyée à l'audience publique du 12 décembre 2018 ;

A l'audience du 12 décembre 2018, le dossier a été mis en délibéré pour décision être rendue le 23 janvier 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a rendu un jugement dont la teneur suit;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 07 Novembre 2018, monsieur ALLAI Kouakou Donatien a fait servir assignation à la société AFRICK CONTRACTOR GROUP d'avoir à comparaître le 12 Novembre 2018 par-devant la juridiction de céans, à l'effet de voir :

- Condamner la défenderesse à lui payer la somme de 14.000.000 F CFA, en remboursement de l'acompte qu'il lui a versé ;
- Assortir la décision à intervenir de l'exécution provisoire ;

Au soutien de son action, monsieur ALLAI Kouakou Donatien

expose que pour l'acquisition d'une villa de 05 pièces, il a pris attache de la société de construction AFRICK CONTRACTOR GROUP à qui il a payé un acompte de 14.000.000 F CFA en date du 19 Juillet 2017 ;

Il soutient que depuis le versement de cet acompte jusqu'à ce jour, celle-ci ne lui a pas livré la villa convenue ;

Il fait remarquer que par courrier du 04 Juin 2018 et par une sommation de payer en date du 24 Juillet 2018, il a mis la défenderesse en demeure de lui rembourser l'acompte de 14.000.000 F CFA et celle-ci ne s'est pas exécutée ;

Il affirme que l'inertie de la société AFRICK CONTRACTOR GROUP, dénote à l'évidence de ce qu'elle n'a nullement l'intention de lui restituer ses fonds ;

C'est pourquoi, il sollicite sa condamnation à lui rembourser ladite somme ;

La société AFRICK CONTRACTOR GROUP assignée à son siège social, n'a pas fait valoir de moyens de défense ;

A la clôture des débats, la juridiction de céans, se conformant aux dispositions de l'article 52 alinéa 4 du code de procédure civile, commerciale et administrative, a rabattu le délibéré afin d'inviter les parties à faire des observations sur l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable qu'il soulève d'office ;

SUR CE

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

La société AFRICK CONTRACTOR GROUP a eu connaissance de la procédure, pour avoir été assigné à son siège social

Il convient donc de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes des dispositions de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *en premier ressort, sur toutes les demandes dont*

CF

l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé.

- *en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, il résulte des pièces du dossier que l'intérêt du litige est de 14.000.000 F CFA et donc inférieur à 25.000.000 F CFA ;

Il convient donc de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la fin de non-recevoir tirée du défaut de règlement amiable préalable

Aux termes de l'article 5 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce :

« La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisie du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation » ;

L'article 41 in fine de la même loi ajoute : *« Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable » ;*

Il en découle que si les parties ne font pas la preuve des diligences par elles entreprises en vue de parvenir à un règlement amiable de leur litige avant la saisine du Tribunal de Commerce, l'action doit être déclarée irrecevable ;

En l'espèce, il ne ressort nullement de l'examen des pièces produites au dossier que les parties ont tenté d'une quelconque manière de régler leur litige à l'amiable conformément aux articles 5 et 41 susvisés ;

Ce préalable étant obligatoire et prescrit à peine d'irrecevabilité de l'action, il y a lieu constatant son défaut d'accomplissement, de déclarer irrecevable la présente action ;

Sur les dépens

Monsieur ALLAI Kouakou Donatien succombant à l'instance, il y a lieu de le condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Déclare irrecevable l'action de monsieur ALLAI Kouakou Donatien pour défaut de tentative de règlement amiable

préalable ;

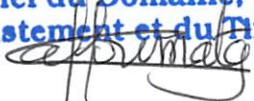
Le condamne aux dépens.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



N1028 2780

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 05 MARS 2019
REGISTRE A. J. Vol. 45 F° 28
N° 255 Bord 150/02
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



D.F. : 10.10.1965
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 10.10.1965
RECEVEUR AL. Vol
N°
RECEU : Dix mille francs
Le Chef du Service, de
l'Enregistrement et du Timbre